
CONSEIL D'ADMINISTRATION

DATE DE LA RÉUNION :	5 octobre 2023
HEURE DE LA RÉUNION :	8 h
LIEU DE LA RÉUNION :	Salle de réunion J. Robert S. Prichard 4 ^e étage, 97, rue Front Ouest, Toronto (Ontario), M5J 1E6 Vidéo et audio conférence
PRÉSIDENT :	Donald Wright
PRÉSIDENT ET PDG :	Phil Verster
SECRÉTAIRE DE LA RÉUNION :	Alba Sandre Taylor, vice-présidente et secrétaire générale
MEMBRES PRÉSENTS :	Bryan Davies James Dodds (rejoint à 10 h 33) Janet Ecker (jusqu'à 11 h) Luigi Ferrara Deb Hutton Tony Marquis Emily Moore Reg Pearson Robert Poirier Sylvie Tessier (<i>invitée du conseil</i>) Paul Tsaparis
ABSENTS :	Aucun
AUTRES PERSONNES PRÉSENTES :	Ramneet Aujla, chef des ressources humaines Karla Avis-Birch, chef de la planification Mark Childs, chef du marketing Stephanie Davies, chef des immobilisations - GO et UP Martin Gallagher, chef d'exploitation (GO et UP) et chef de la sécurité Jennifer Gray, chef des finances Barclay Hancock, chef des paiements Karima Hashmani, chef de l'inclusion

Andrew Hope, chef des immobilisations - transport en commun rapide
David Jang, chef des communications
Steve Levene, chef de l'exploitation - transport en commun rapide
Heather Platt, chef des affaires juridiques
Lindsay Allison, vice-présidente, financement du capital
Tom Aylward Nally, gestionnaire et conseiller du chef des immobilisations
Thom Budd, vice-président, expansion de GO
Sharyn Byrne-Nears, vice-présidente, Image de marque et marketing
Ben Doadt, directeur, Services juridiques
Joshua Engel-Yan, promoteur de programme, prolongement vers l'ouest de la ligne Eglinton
Samantha Gurlersaud, coordonnatrice du conseil
Steven Hobbs, chef de cabinet du président et PDG
Frank Ibe, vice-président exécutif, opérations de transport en commun
Laura Kutisker-Jacobson, vice-présidente exécutive, OnCorr
Samantha Reynolds, directrice commerciale - financements et rendement de l'exploitation et de l'entretien
Laizabelle San Gabriel, conseillère principale, gouvernance du conseil d'administration
Jake Schabas, commanditaire en chef du RER
Richard Walker, adjoint, travaux d'expansion du réseau GO (OnCorr)
Justyna Witek, directrice financière adjointe
Chris Phillips, vice-président principal, exécution des projets (TLR), Infrastructure Ontario

SÉANCE À HUIS CLOS

1. Ouverture de la séance, reconnaissance des terres et conflits

Le président Donald Wright déclare la réunion ouverte à 8 h. Il confirme que le quorum est atteint et que l'avis de convocation de la réunion requis en vertu du règlement de la Société a été envoyé.

Au nom du conseil, le président reconnaît que le Conseil se réunissait sur des terres traditionnellement occupées par des peuples autochtones, notamment les Anishnabeg, les Haudenosaunee et les Hurons-Wendat, et affirme l'engagement de Metrolinx à mener ses affaires et à établir des relations significatives avec les communautés autochtones sur la base de la confiance, du respect et de la collaboration.

[Expurgé : renseignements personnels]

Aucun autre conflit d'intérêts n'est déclaré.

2. Séance à huis clos du PDG et du conseil d'administration

2.1. Rapport du PDG

Le conseil se réunit en l'absence du personnel outre le président et chef de la direction.

2.2 Mise à jour du chef des affaires juridiques

Le conseil se réunit en l'absence du personnel outre le président et chef de la direction et le chef des affaires juridiques.

[Expurgé : conseil au gouvernement, privilège avocat-client]

3. Moment de sécurité

Le personnel se joint à la réunion à 9 h 12.

Le président passe en revue les mesures de sûreté et de sécurité et le groupe organise un moment de sécurité en réfléchissant à la sécurité de la construction, en particulier en ce qui concerne l'équipement mobile.

4. [Expurgé : privilège avocat-client, Intérêts économiques et autres, conseil au gouvernement, dossiers du Cabinet]

5. [Expurgé : intérêts économiques et autres, conseils au gouvernement, dossiers du Cabinet]

6. [Expurgé : intérêts économiques et autres]

7. Approbation du budget d'exploitation de l'exercice 2024-2025

Jennifer Gray, chef des finances, et Justyna Witek, directrice financière adjointe, présentent le budget d'exploitation proposé pour l'exercice 2024-2025 qui sera soumis au ministère des Transports (« MTO ») afin d'entamer les discussions budgétaires correspondantes.

Le personnel fournit un résumé de haut niveau du budget d'exploitation, signalant que de nombreux membres du conseil d'administration ont assisté à la réunion du Comité de vérification, des finances et de gestion des risques (CVFGR) de la veille. **[Expurgé : Intérêts économiques et autres]** Le personnel note que, bien que le Conseil examine un budget consolidé, la direction établit les secteurs d'activité de certains domaines pour la gestion quotidienne de l'organisation.

Le président et chef de la direction a indiqué que le projet de budget de cette année marque le début de deux à trois années de transition à mesure que de grandes parties de l'organisation entreprennent des transformations **[expurgé : intérêts économiques et autres, conseils au gouvernement]**. Cela affectera la structure opérationnelle de Metrolinx et le budget qui s'y rattache.

Le président du CVFGR fournit un aperçu de l'examen du budget par le CVFGR la veille, y compris des suggestions constructives sur le format et l'information à partager pour faire avancer la position de Metrolinx, en établissant un lien entre les dépenses et les recettes, le cas échéant, et la possibilité de présenter des options pour réduire la subvention d'exploitation **[expurgé : conseils au gouvernement]**.

[Expurgé : intérêts économiques et autres, conseils au gouvernement, dossiers du Cabinet]
Le Conseil discute de l'interaction entre le recouvrement des services, le recouvrement de l'achalandage et le recouvrement des tarifs dans le contexte de la reprise pandémique et de développement des immobilisations. **[Expurgé : intérêts économiques et autres]**.

Le personnel note qu'une mise à jour des discussions sur le budget avec le ministère sera fournie au CVFGR à la prochaine réunion du comité.

IL EST RÉSOLU :

QUE la direction est autorisée à entamer des discussions budgétaires avec le ministère des Transports (MTO) et à présenter une proposition de budget d'exploitation conforme aux renseignements contenue dans le rapport du 5 octobre 2023 sur le budget d'exploitation 2024-2025 de Metrolinx;

ET QUE la direction fasse rapport des résultats de la subvention d'exploitation approuvés à l'échelle provinciale au fil du processus;

ET QUE, d'après les discussions avec le MTO, la direction soumette toute mise à jour du budget d'exploitation proposé pour l'exercice 2024-2025 au conseil aux fins d'approbation, dans le cadre du plan d'activités 2024-2025, avant de le soumettre à nouveau au MTO.

Adopté

8. Approbation du budget d'immobilisations de l'exercice 2024-2025

Lindsay Allison, vice-présidente, financement de capital, présente une demande de présentation du budget d'immobilisations proposé pour 2024-2025 au MTO afin d'entamer les discussions budgétaires connexes.

Le plan d'immobilisations sur 10 ans **[expurgé : intérêts économiques et autres]**. Les dépenses pour 2024-2025 devraient être **[expurgé : intérêts économiques et autres]**. Le personnel note que les dernières années du plan décennal sont principalement destinées à la planification et au signalement des coûts futurs (car ces derniers ne sont pas financés immédiatement). Au cours du plan décennal, à mesure que les projets d'immobilisations entrent en service et que Metrolinx augmente ses activités de gestion d'actifs en conséquence, le personnel s'attend à une augmentation du financement d'immobilisations en bon état.

[Expurgé : intérêts économiques et autres, dossiers du Cabinet].

Le conseil examine l'incidence budgétaire des retards dans les projets **[expurgé : intérêts économiques et autres, dossiers du Cabinet]**. **[Expurgé : dossiers du cabinet, conseils au gouvernement, intérêts économiques et autres]**.

Le conseil examine le rôle de l'évaluation quantitative des risques dans l'établissement des montants imprévus, les différents types d'imprévus (y compris les imprévus liés aux contrats et après les contrats), la façon dont les imprévus sont pris en compte dans le budget, la façon dont leur valeur peut varier selon l'étape du projet et le rôle du Comité de surveillance des immobilisations dans le suivi de l'utilisation des imprévus.

IL EST RÉSOLU :

QUE la direction est autorisée à entamer des discussions budgétaires avec le ministère des Transports (MTO) et à présenter une proposition de budget d'immobilisations conforme aux renseignements contenus dans le rapport du 5 octobre 2023 sur le budget d'immobilisations 2024-2025 de Metrolinx;

ET QUE la direction fasse rapport des résultats de la subvention d'immobilisations approuvées par la province au fil du processus; et

ET QUE, d'après les discussions avec le MTO, la direction soumette toute mise à jour du budget d'immobilisations proposé pour l'exercice 2024-2025 au conseil aux fins d'approbation, dans le cadre du plan d'activités 2024-2025, avant de le soumettre à nouveau au MTO.

Adopté

9. Risques d'entreprise

Après une courte pause, la réunion reprend à 11 h.

Jennifer Grey et Chris Lansley, chef de la gestion des risques, présentent une mise à jour sur le programme de gestion des risques d'entreprise de Metrolinx et mettent en lumière les domaines de risque émergents clés auxquelles l'organisation est confrontée. Sur la base d'une

évaluation récente de la maturité, le cadre de gouvernance des risques de Metrolinx comprend désormais des mises à jour semestrielles du conseil, des examens trimestriels des risques par le CVFGR et d'autres comités (d'après les risques liés à leur mandat) et des examens mensuels par la direction.

Le personnel donne un aperçu de l'évolution du paysage des risques depuis la dernière mise à jour, notant l'émergence de certains risques nouveaux ou accrus **[expurgé : intérêts économiques et autres]**. Le personnel jette un coup d'œil sur trois domaines clés : gestion des talents, exécution du programme d'immobilisations GO et UP, et paiements (PRESTO) passant de l'approvisionnement à la mise en œuvre du contrat.

Le conseil discute des risques liés aux talents et de l'importance de pouvoir recruter et maintenir en poste des personnes qualifiées pour s'acquitter du mandat de Metrolinx. Le personnel prend note des efforts récents de recrutement visant à atténuer ce risque et des difficultés auxquelles l'organisation était confrontée en raison des restrictions en matière de rémunération.

Le conseil discute de la capacité globale de l'industrie, notant le volume des travaux d'immobilisations dans la province au-delà de l'infrastructure de transport entreprise par Metrolinx. Le conseil examine l'interaction entre l'établissement des priorités de projet (et l'échelonnement) et l'analyse de la capacité. **[Expurgé : conseils au gouvernement]**. Le conseil note que le Comité de surveillance des immobilisations serait un forum approprié pour un examen approfondi des capacités.

En ce qui a trait à la capacité du marché du travail, le conseil discute du marché du travail et encourage le personnel à envisager de discuter de la portée des besoins de Metrolinx avec le ministère des Transports, le ministère du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences et le ministère des Collèges et Universités.

Enfin, le conseil examine d'autres risques, notamment la reprise après sinistre et les risques informatiques et de cybersécurité connexes. Le personnel note des progrès importants dans la maturité de la cybersécurité de Metrolinx.

10. **[Expurgé : intérêts économiques et autres, conseils au gouvernement]**

11. **Progrès de la phase de développement à OnCorr**

Stephanie Davies fournit une mise à jour sur la phase de développement d'OnCorr.

[Expurgé : intérêts économiques et autres, conseils au gouvernement]

Le conseil discute des répercussions sur les clients une fois que le projet est mis en chantier **[expurgé : conseils au gouvernement]**.

Le conseil discute des seuils de prix et cherche à comprendre les limites de l'acceptabilité des prix. Le personnel indique que le prix sera confirmé à la fin de la phase de développement et que l'acceptabilité dépendra de la portée et du coût global qui sont en cours d'élaboration.

Le conseil discute de l'utilisation des états de configuration et des points de décision naturels au fur et à mesure que les travaux passent par ces étapes. Le conseil indique la valeur de l'utilisation des visualisations pour examiner à la fois les processus et les résultats.

Enfin, le conseil examine brièvement les raisons qui justifiaient l'inclusion de résolutions en continu qui n'accordent pas d'approbation ou d'autorité supplémentaire au-delà de celle déjà accordée par le conseil.

[Expurgé : intérêts économiques et autres, conseils au gouvernement]

12. Éléments de consentement

IL EST RÉSOLU :

QUE les points de l'ordre du jour des consentements 12.1 et 12.2 sont approuvés comme suit :

12.1 Approbation du procès-verbal du 7 septembre 2023

QUE le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 7 septembre 2023 soit approuvé.

12.2 Approbation du procès-verbal du 28 septembre 2023

QUE le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 28 septembre 2023 soit approuvé.

Adopté

13. Autres questions

Aucun autre point à traiter.

14. Séance exécutive

Le conseil tient une séance exécutive en l'absence du personnel outre le PDG.

15. Levée de la séance

Le conseil d'administration n'ayant aucune autre question à aborder, la séance est levée à 12 h 48.

Donald A. Wright, président

Alba Sandre Taylor, secrétaire

p/s